

« Violence partout, justice nulle part! »

Chowra Makaremi, Michel Naepels, Perrine Poupin (dir.)

Monde commun : des anthropologues dans la cité (n° 1)
Puf, septembre 2018
208 pages, 16 €

La crise économique qui touche l'édition des sciences sociales remet en question d'abord l'existence des revues, peu ou prou soutenues. Rares sont donc les lancements, a fortiori de titres engagés. C'est pourquoi il faut saluer, ici et maintenant, la sortie du numéro un de *Monde commun : des anthropologues dans la cité*. Cherchant à rendre « plus intelligible le chaos du monde » par une « anthropologie publique qu'on nommera, selon les cas, impliquée ou engagée, coopérative ou citoyenne », la revue entend porter en effet une recherche « de terrain, généraliste, ouverte et pluridisciplinaire », et donc ni un « savoir "militant" au service d'une cause », ni un « savoir "expert" au service d'un pouvoir ». Elle se veut « l'outil d'une mobilisation intellectuelle ».

Cette première livraison, si l'on ne s'arrête pas à la formule du dossier présenté, quelque peu réductrice – « Violence partout, justice nulle part! » –, résonne avec le discours et l'action de la LDH – que l'on songe à son Observatoire des pratiques policières. Elle s'attache au proche – la France de Montreuil et de Dammarieles-Lys aujourd'hui – ou au lointain – l'Iran, le Congo, l'Ukraine, l'Inde, le Mexique – pour interroger la justice et la paix, la première pouvant permettre la seconde, et donc, au-delà, les dénis et refus de l'une et/ou de l'autre. Ainsi, les différentes contributions interrogent non seulement des territoires mais des structures comme l'Etat et ses instruments, autant de systèmes politiques, de procédures et de pratiques répressives. L'originalité des démarches réside largement dans la quête



des traces, par les enquêtes menées, les témoignages recueillis, les études proposées, et même la recherche des mémoires qui transcendent les frontières en questionnant la résistance, l'oubli, l'impunité, la prescription, la reconnaissance... Un cahier de portraits de Roms accompagne cet ensemble, on l'aura compris, particulièrement riche et fort, utile et visible par ses plongées dans les marges et les interstices de nos mondes communs.

Emmanuel Naquet,
membre du comité
de rédaction d'*H&L*

En quête d'Afrique(s)

Souleymane Bachir Diagne,
Jean-Loup Amselle

Albin Michel, août 2018
320 pages, 22 €

En quête d'Afrique(s) construit une controverse qu'il serait vain de vouloir surplomber à la recherche d'une tierce position en forme de synthèse. Il est bon de s'enfoncer dans cette mise en conflit même si, comme le dit le préfacier, des convergences existent en ce que les deux auteurs « se déclarent semblablement sceptiques à l'encontre des prétendues ruptures post-coloniales ».

On reconnaîtra l'effort de Jean-Loup Amselle pour comprendre les positions de Bachir Diagne à partir de la distinction de leurs deux approches (l'un sociologue et l'autre philosophe), ou en dessinant la généalogie philosophique de la critique de l'universalisme de surplomb⁽¹⁾. On notera le refus de Bachir Diagne de « mettre la livrée » de « quelqu'un qui serait afrocentriste, particulariste et essentialiste ». On retiendra que leur différend suppose, pour être producteur, qu'on discute les réponses, les réfute, qu'on pose d'autres questions, qu'on évalue la « validité des démarches » « et non

qu'on les mette hors jeu d'un revers de main en prononçant le mot magique : essentialisme » (Bachir Diagne).

Il est intéressant de voir comment, à propos d'un échange sur l'origine africaine des droits de l'Homme sur les Chartes du Mandé, où Bachir Diagne récuse la fausse question des origines et où Jean-Loup Amselle ne voit qu'une tradition reconstruite, les deux auteurs parviennent à un accord sur la centralité, y compris en Afrique, de l'individu contre l'imputation raciste d'un Nicolas Sarkozy à Dakar pour lequel « ces gens-là n'ont pas d'individualité, de même qu'ils n'ont pas d'histoire ».

C'est bien sur la reconnaissance « qu'il y [a] du commun » qu'est bâti le dernier chapitre du livre : « De quelques questions contemporaines ». Construit comme un échange par mails, les deux auteurs traversent le débat public d'aujourd'hui : appropriation culturelle, non-mixité et communautarisme, racisme d'Etat ou racisme dans l'Etat... Les militants trouveront un intérêt particulier à suivre l'échange sur « intersectionnalité et universalisme ». Au lieu de faire de l'universalisme un mot magique, les deux auteurs nouent la « question de l'universalité des conditions d'existence, des conditions de vie ». Ils ne s'arrêtent pas à « une simple juxtaposition » ou addition mais, en visant un « horizon universel », ils articulent un discours critique « contre une organisation de la société qui est elle-même génératrice d'inégalités de plusieurs natures, économiques, selon les origines... ».

(1) Voir *H&L* n° 184 et l'article de J.-L. Amselle, « Faut-il sauver le soldat universaliste ? », p. 53-55.

D. B.